

KCI-NIWESQ

MAGAZINE DE L' ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA



NUMÉRO 17

Renforcer
la
résilience
économique

INTERNET
ABORDABLE ET FIABLE

Un luxe seulement pour certains

POETA DigiSpark

pour combler le
fossé numérique au Canada

TRAVAUX AUTOCHTONES

Pour l'inclusion et l'engagement dans
l'économie canadienne

la résilience économique

SOMMAIRE

- 05 **MIIGWETCH**
Message de la chef de la
direction / CEO
LYNNE GROULX
- 06 **PAYER LE PRIX FORT**
pour l'Internet dans le Nord
- 08 **POETA DigiSpark**
Préparer les jeunes Autochtones
au travail numérique
- 10 **LES FEMMES HABILITENT
LES FEMMES**
Bonnie Rogers est guidée dans
son cheminement par ses racines
matriarcales
- 13 **OUVRIR DES PORTES,**
créer plus de connexions pour les
femmes autochtones
- 16 **MARCHER CÔTE À CÔTE**
avec nous vers la prospérité économique

La résilience économique commence par des opportunités. En garantissant l'accès aux ressources, aux technologies et à l'éducation dans les communautés rurales et éloignées, les peuples autochtones sont en mesure d'acquérir les compétences essentielles nécessaires pour occuper des emplois très demandés et bien rémunérés, aujourd'hui et demain.

Cette édition célèbre quelques-unes des nombreuses façons dont les femmes, les filles et les personnes Deux-Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones réussissent sur le plan économique.

PHOTO DE COUVERTURE

Sur la photo : Bonnie Rogers, enseignant la langue dénée sur sa chaîne YouTube.

Crédit photo : The BeYouTee Factory





MESSAGE DE LA CHEF DE LA DIRECTION

LYNNE GROULX LL.L. J.D. CHEF DE LA DIRECTION/CEO

ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA/
NATIVE WOMEN'S ASSOCIATION OF CANADA

BIENVENUE À LA 17^E ÉDITION DE KCI-NIWESQ, LE MAGAZINE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA (AFAC).

Dans ces pages, nous vous invitons à vous joindre à nous pour célébrer l'énorme potentiel économique des femmes, des filles et des personnes Deux Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones dans l'apprentissage des compétences nécessaires aux emplois de demain et, à vrai dire, aux emplois d'aujourd'hui.

Pendant trop longtemps, les femmes, les filles et les personnes Deux Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones sont restées en marge de l'économie canadienne. Une sensibilisation inadéquate dans les communautés d'origine, suivie d'un manque d'opportunités au niveau postsecondaire, signifie que beaucoup ne

sont pas préparées à intégrer la main-d'œuvre à des niveaux autres que le salaire minimum. L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a dit que cette marginalisation économique est une des voies du maintien de la violence, dont l'Enquête a déclaré que c'est un génocide.

Il est donc essentiel que les femmes, les filles et les personnes Deux Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones acquièrent les connaissances nécessaires pour occuper des emplois grâce auxquels on a un toit sur la tête et de la nourriture sur la table, qu'elles aspirent à être plombières, électriciennes, enseignantes ou médecins.

Dans ce numéro, Kelly Lendsay, qui a longtemps dirigé Indigenous Works — une agence créée il y a 25 ans pour améliorer la participation des peuples autochtones à l'économie canadienne — explique que les perspectives d'emploi des membres des Premières Nations, ainsi que des Inuits et des Métis se sont considérablement améliorées au cours des trois dernières décennies. Cependant, il reste encore beaucoup à faire, surtout lorsqu'il s'agit d'ouvrir les portes au niveau de la direction des entreprises.

Nous entendons Madeleine Redfern, directrice de l'exploitation de CanArctic Inuit Networks et présidente de la Nunavut Inuit Women's Association, qui nous parle des difficultés que rencontrent les populations du Nord pour accéder à l'Internet, un service essentiel dans les communautés éloignées.

Dawn Madahbee Leach, présidente du Conseil national de développement économique des Autochtones, explique comment lever les obstacles au développement économique autochtone, c'est-à-dire en investissant dans les peuples autochtones et leurs communautés.

Vous ferez la connaissance de Rebecca Kragnes, la première femme autochtone — et, de fait, la première femme — à présider le Forum



canadien sur l'apprentissage. Posséder les compétences nécessaires pour obtenir des emplois bien rémunérés change la vie, dit M^{me} Kragnes, qui est Crie et Métisse, mais aussi électricienne certifiée.

Nous vous parlons d'un programme géré par le Trust for the Americas, qui enseigne des compétences numériques très recherchées à des personnes vulnérables et mal desservies. Le Trust opère dans des pays de cet hémisphère depuis plusieurs années, et l'AFAC est le partenaire canadien qui amène l'apprentissage dans notre pays.

Nous vous présentons Bonnie Rogers, une enseignante de la langue dénée, qui s'est inspirée de ses relations matriarcales et de conseils traditionnels pour orienter sa voie d'enseignement.

Et vous découvrirez les opportunités que l'AFAC offrira, en collaboration avec Services aux Autochtones Canada, à des milliers de femmes et de personnes Deux Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones qui cherchent à obtenir des apprentissages menant à la certification dans les métiers de la construction Sceau rouge.

Merci encore d'ouvrir les pages qui suivent et de lire la 17^e édition de Kci-Niwesq. N'hésitez pas à nous écrire pour nous dire ce que vous en pensez à l'adresse courriel suivante : reception@nwac.ca.

MIIGWETCH.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lynn Groulx'. The signature is fluid and cursive, written on a white background.

Sur la photo : Madeleine Redfern, directrice de l'exploitation des réseaux inuits CanArctic et présidente de la Nunavut Inuit Women's Association, ainsi qu'ancienne mairesse d'Iqaluit.



L'Internet fiable et abordable

un service essentiel

PAYER LE PRIX FORT POUR L'INTERNET DANS LE NORD

L'Internet fiable et abordable est un service essentiel auquel les communautés autochtones éloignées et nordiques n'ont pas un accès juste et équitable, ce qui contribue à isoler davantage les régions nordiques des connaissances et des opportunités importantes disponibles dans d'autres régions du Canada.

Il allait être bientôt minuit, la date limite pour soumettre une proposition de financement d'un refuge était proche. Madeleine Redfern, qui était mairesse d'Iqaluit à l'époque, tentait désespérément de soumettre les formulaires en ligne requis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Pendant des jours, lors de la préparation de la proposition, M^{me} Redfern collait une réponse dans une boîte numérique sur son ordinateur et appuyait sur la touche de sauvegarde — la connexion s'interrompait, ou sa demande prenait trop de temps à traiter avant la limite de temps, et ses données étaient effacées.

L'Internet imprévisible, peu fiable et de mauvaise qualité est une dure réalité dans la capitale du Nunavut — même si ses résidents paient les tarifs de connectivité les plus élevés au Canada.

Enfin, deux minutes avant que l'horloge n'atteigne minuit, la proposition a été téléchargée avec succès.

« J'étais tellement stressée, anxieuse et furieuse, parce que c'est extrêmement frustrant », a dit M^{me} Redfern, qui est maintenant directrice de l'exploitation de CanArctic Inuit Networks et

présidente de la Nunavut Inuit Women's Association, lors d'une récente interview. « Notre communauté et ces hommes avaient besoin du refuge. Si la demande n'avait pas été reçue avant la date limite, nous aurions dû attendre des mois la prochaine période de présentation de demandes. »

Elle a soulevé la question le lendemain avec la représentante de la SCHL, expliquant qu'il devrait y avoir des solutions alternatives pour le processus de demande en ligne à l'intention des endroits qui n'ont pas accès à un Internet fiable.

La fonctionnaire de la SCHL, « était quelque peu blasée. Elle a dit : "En tout cas, vous avez réussi" », dit M^{me} Redfern, en apprenant un an plus tard que la fonctionnaire en question racontait cette expérience comme un exemple de réussite.

C'était exaspérant, dit M^{me} Redfern. « C'est une histoire de pure chance et de frustration. Ne la présentez jamais comme une histoire de réussite. Parce que ce que vous essayez de faire, c'est persuader d'autres communautés autochtones du Nord ou éloignées, que si la mairesse de la ville d'Iqaluit peut arriver à déposer des demandes de financement en ligne, vous le pouvez aussi. »

En réalité, trop souvent, ce n'est pas possible.

La lutte pour l'égalité numérique est bien réelle pour les Autochtones qui vivent dans les communautés rurales et éloignées du Canada. Il ne s'agit pas seulement d'être en mesure d'obtenir Netflix ou de jouer à des jeux vidéo en ligne. Il s'agit de pouvoir accéder à ce qui est devenu un moyen de communication essentiel dans la société moderne. Et il s'agit d'un droit de la personne car, dans certains cas, c'est une question de vie ou de mort.

« Dans le Nord, lorsque la connectivité tombe, la GRC dit aux membres de notre communauté : "Vous ne pouvez pas nous appeler". Pour que nous puissions répondre à une urgence, vous devez vous rendre physiquement au détachement », dit M^{me} Redfern. « Maintenant, imaginez des gens qui sont en danger dans une situation de violence familiale, ou qui ont une crise cardiaque, ou encore un enfant qui s'est cassé le bras. Et la seule façon d'obtenir de l'aide est de quitter physiquement la maison et de se présenter à la GRC pour demander de l'aide. Cette situation met des vies en danger. »

C'est une question qui a conduit à la création de l'Indigenous Connectivity Institute. Cette organisation internationale s'efforce de combler le fossé numérique qui laisse de manière disproportionnée les populations et les communautés autochtones hors ligne et exclues des possibilités qu'offre l'Internet. M^{me} Redfern siège au comité consultatif de l'Institut.

L'accès à l'Internet fourni aux peuples autochtones n'est pas uniforme en Amérique du Nord et dans le monde, dit-elle. Mais le Canada, qui est souvent présenté comme un phare pour les droits des Autochtones, est loin derrière d'autres pays lorsqu'il s'agit de garantir que les Premières Nations, les Inuits et les Métis puissent compter sur une connexion fiable, à des coûts abordables.

Aux États-Unis, par exemple, une partie du spectre sans fil est réservée, sans frais, à l'usage des Autochtones. Il en va de même en Nouvelle-Zélande et au Mexique. Mais pas au Canada.

Ici, l'accès à l'Internet est entre les mains d'un petit nombre d'entreprises.

« Ces grandes entreprises ont dit au gouvernement du Canada pendant des décennies : "nous ne pouvons pas assurer le service aux communautés rurales et éloignées du Nord sans d'importantes subventions publiques, car c'est trop cher", déclare M^{me} Redfern. « Elles prennent les subventions publiques, mais il n'y a pas d'améliorations considérables. On se fait donc avoir sur tous les fronts. »

À tel point qu'un rapport publié en 2021 par le Conseil des académies

canadiennes, intitulé *En attente de connexion*, conclut que les politiques et les investissements du gouvernement dans les télécommunications ont donné lieu à des résultats racistes pour les peuples autochtones.

La vitesse de l'Internet la plus rapide au Nunavut est huit fois plus lente que la moyenne nationale.

Et pourtant, le coût du service paraîtrait absurde à la plupart des Canadiens du sud.

M^{me} Redfern dit que la facture mensuelle pour son service de téléphonie cellulaire, qu'elle partage avec son conjoint et son père, s'élève à plus de 500 \$. Sa facture mensuelle d'Internet varie entre 500 \$ et plus de 1 000 \$ par mois parce que, si elle dépasse le plafond d'utilisation, elle doit s'attendre à des frais de dépassement de 100 \$ par jour. Et son abonnement au câble, qu'elle décrit comme un forfait plutôt de base, surtout selon les normes du sud, est de 125 \$ par mois.

« Les coûts de l'Internet et du téléphone cellulaire sont si élevés que les gens doivent décider s'ils vont payer la facture ou s'ils vont sauter des repas »,

explique M^{me} Redfern. « Sans oublier que les taux d'insécurité alimentaire sont déjà élevés, ici. Mais les gens ont désespérément besoin d'accéder aux télécommunications et doivent faire des choix difficiles. »

Pendant la pandémie de la COVID-19, les bibliothèques du Nunavut étaient fermées. Cela signifie que les personnes qui comptaient sur Internet par l'intermédiaire des bibliothèques et du Programme d'accès communautaire ne pouvaient pas obtenir d'information sur la pandémie et les mesures de protection requises.

Les enfants qui n'étaient pas connectés à la maison ne pouvaient pas participer à l'apprentissage en ligne. C'était vrai aux niveaux primaire et secondaire, et ce l'était également pour les étudiants des collèges et des universités.

Emma Greenfield, qui est maintenant développeuse de faculté et guide d'enseignement autochtone au Georgian College, en Ontario, était une Connectedness Fellow en 2020 au Samuel Centre for Social Connectedness. De juillet 2020 à février 2022, elle a organisé des cercles de partage virtuels avec les professeurs et les autres membres

du personnel qui travaillent avec des étudiants autochtones pour parler des soutiens pandémiques dont ils avaient besoin.

« À maintes reprises, les inégalités numériques sont restées le problème numéro un pour les étudiants autochtones », déclare M^{me} Greenfield. Il y avait un « manque d'accès à l'Internet, un manque de technologie, etc. »

L'équité numérique consiste à reconnaître à quel point la technologie est devenue nécessaire, et comment elle évolue. M^{me} Redfern dit que même le moteur de son bateau de chasse est doté d'une puce informatique qui est prête à se mettre à jour par l'intermédiaire du nuage ou d'une connexion en ligne à proximité. Mais le nuage existe à peine au Nunavut.

Lorsqu'elle était mairesse d'Iqaluit, le service des terres a été contraint de stocker l'ensemble de ses données du registre foncier toutes les 48 heures, d'abord sur des disquettes, puis sur des clés USB, qui ont été placées dans la chambre forte de la Banque Royale. « C'est parce que, si le bâtiment brûlait, ils perdaient tous leurs dossiers — et ce n'était pas un risque théorique, car il y a effectivement eu un incendie dans ce bâtiment. »

L'absence d'accès continu à l'Internet signifie également qu'il n'y a pas de mises à jour régulières pour les cybermenaces. Juste avant la pandémie, le gouvernement territorial a été ciblé par des pirates en ligne. Le territoire a choisi de ne pas payer la rançon. Par contre, il a dépensé des millions de dollars pour restaurer les données liées à ses propres données internes et sensibles, mais aussi les données des résidents, des patients, la correspondance et les rapports, qui sont en grande partie de nature privée.

Au fond, l'iniquité numérique fait obstacle à la réconciliation, y compris la protection culturelle.

« La technologie est incroyablement importante pour la gouvernance, la prestation des services gouvernementaux, l'éducation, les soins de santé, le développement économique — en particulier le développement d'une économie numérique, les communications commerciales et la revitalisation culturelle », dit M^{me} Redfern. « Les peuples autochtones qui ont été soumis au colonialisme, à la perte de leur langue et de leur culture, peuvent recourir à la technologie et aux télécommunications pour les aider à produire leur propre contenu culturel unique et à entamer le processus de revitalisation culturelle. Mais nous ne pouvons pas le faire avec l'iniquité numérique avec laquelle nous sommes aux prises. »

POETA DigiSpark

—
pour combler le fossé
numérique au Canada



Sur la photo : Claudia Figueroa, diplômée du programme DigiSpark de POETA, a développé des visites guidées en kayak dans son pays natal de Sante Fe, en Argentine, pour des personnes de toutes capacités, de tous âges et de toutes morphologies.

POETA DigiSpark

PRÉPARER LES JEUNES AUTOCHTONES AU TRAVAIL NUMÉRIQUE

L'AFAC est le premier partenaire canadien à offrir un programme de formation en compétences numériques à forte demande aux personnes vulnérables et mal desservies. Le programme, POETA DigiSpark, est géré par Trust for the Americas.

Bárbara Mamani est une jeune femme autochtone qui gagne sa vie avec sa famille en cultivant des tangelos, des oranges, des citrons pica et des herbes aromatiques biologiques, dans leur ferme chilienne.

C'est un mode de vie ancien. Mais Bárbara a fait entrer l'entreprise dans le XXI^e siècle grâce des compétences en médias sociaux acquises dans le cadre d'un programme appelé POETA DigiSpark, offert dans tous les pays d'Amérique. À partir de cette année, la formation culturellement sensible à la littératie numérique, aux compétences informatiques et aux aptitudes à la vie quotidienne est offerte aux peuples autochtones au Canada.

The Trust for the Americas [La Fiducie pour les Amériques] a demandé à l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) d'être son partenaire canadien dans le cadre de ce programme vieux de 10 ans, qu'il gère actuellement en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Mexique, au Pérou, à Porto Rico et en Uruguay.

Le Trust fournit le modèle des cours, y compris la formation des instructeurs. L'AFAC fournit les salles de classe dans son nouveau Centre d'innovation sociale, économique et culturelle, à Gatineau, au Québec, et recrute les participants.

L'objectif est d'offrir des options de carrière aux personnes issues de communautés vulnérables et mal desservies. Dans chaque pays, le Trust travaille en étroite collaboration avec le partenaire local, comme l'AFAC, et des formateurs locaux pour s'assurer que l'expérience en classe est culturellement pertinente.

M^{me} Mamani, qui a commencé sa formation POETA en mai 2020, appelle son entreprise de médias sociaux *quiri nayankiwa*, ce qui se traduit par « mon trésor », en l'honneur de ses racines et de sa culture autochtones. Elle dit que le programme l'a aidée à prendre conscience des avantages que présente l'utilisation de la

PO
ET
A
DigiSpark

technologie pour commercialiser les produits de sa famille. Il lui a également appris à créer un modèle d'entreprise, à gérer la clientèle et à transformer les intérêts de ses clients en ventes.

Lara Bersano, directrice des communications de The Trust for the Americas, a aidé Bárbara à établir de nouvelles stratégies pour renforcer son entreprise au moyen d'outils technologiques. Grâce au soutien constant et aux séances d'encadrement du programme POETA, Bárbara a doublé les ventes de son entreprise et dit se sentir poussée à la développer davantage.

POETA DigiSpark vise à combler le fossé numérique, dit Linda Eddleman, PDG de The Trust for the Americas, un organisme affilié à l'Organisation des États américains.

« Le projet autonomise les jeunes adultes, généralement âgés de 16 ans à la mi-trentaine, au moyen d'une formation en compétences numériques, en techniques et en aptitudes à la vie quotidienne, conformément aux exigences du marché du travail », explique M^{me} Eddleman. « En ce sens, POETA DigiSpark permet aux participants d'acquérir les compétences matérielles et immatérielles requises pour être concurrentiels sur le marché du travail du XXI^e siècle. »

POETA DigiSpark a été lancé en 2013 sous le nom de POETA YouthSpark. Le programme a été modifié en 2020 pour inclure une cohorte de participants plus âgés et on l'a renommé DigiSpark.

Les participants travaillent sur des ordinateurs individuels ou en groupes de deux à trois personnes sous la direction de formateurs. La surveillance et l'évaluation sont constantes, ainsi qu'un retour d'information et un suivi continu par l'intermédiaire du clavardage, du courriel et de la messagerie WhatsApp.

« Nous nous efforçons d'en faire encore plus, non seulement par la formation, mais en offrant aussi un mentorat et un développement de carrière pour garantir que chaque participant bénéficie d'une opportunité économique », déclare M^{me} Eddleman.

Claudia Figueroa est une autre diplômée de POETA DigiSpark. Elle vit à Santa Fe, en Argentine, avec son compagnon et leurs enfants.

En 2020, M^{me} Figueroa a commencé à suivre des cours au CILSA, une organisation pour l'inclusion qui est

le partenaire de The Trust for the Americas dans son pays. Elle a étudié le développement Web, l'informatique en nuage, ainsi que le marketing et la communication numérique.

M^{me} Figueroa dit que son parcours d'apprentissage les a inspirés, elle et son partenaire, à créer Setúbal Kayaks, une entreprise qui propose des visites guidées en groupe dans des kayaks adaptés à tous, y compris aux personnes handicapées et aux personnes en surpoids. Elle utilise les outils qu'elle a appris à manier grâce à POETA DigiSpark pour faire la publicité de son entreprise en ligne, notamment sur le site touristique officiel de Santa Fe.

M^{me} Figueroa dit que CILSA et POETA DigiSpark lui ont donné des lignes directrices claires et précises sur la façon de réaliser son travail d'une manière plus organisée et agile, et dit qu'elle recommanderait POETA DigiSpark, non seulement à celles qui cherchent un nouvel emploi, mais à celles qui en ont déjà un aussi.

« Mes réalisations personnelles jusqu'à présent ont été de fixer des objectifs et de les atteindre par beaucoup d'efforts et un travail constant », dit-elle. « On peut proposer un objectif et élaborer une stratégie, mais le travail d'équipe est également essentiel. »

« POETA DigiSpark permet aux participants d'acquérir les compétences matérielles et immatérielles requises pour être concurrentiels sur le marché du travail du XXI^e siècle. »



Sur la photo : Bárbara Mamani, une jeune femme autochtone qui a utilisé la formation aux médias sociaux du programme DigiSpark de POETA pour développer son entreprise familiale.

BONNIE ROGERS



Avec le recul, je me rends compte que je suis vraiment chanceuse de pouvoir comprendre ma langue, de pouvoir la lire et l'écrire. »

BONNIE Rogers

LES FEMMES HABILITENT LES FEMMES : BONNIE ROGERS EST GUIDÉE DANS SON CHEMINEMENT PAR SES RACINES Matriarcales

Bonnie Rogers, une enseignante de langue dénée, s'est inspirée de ses relations matriarcales et de conseils traditionnels pour orienter son parcours d'enseignante.

Bonnie Rogers enseigne la langue dénée. Des moyens traditionnels, des matriarches fortes et le désir de poursuivre son éducation dans le système général l'ont poussée à réaliser sa vocation.

Le cheminement de M^{me} Rogers n'a pas été direct, mais elle savait qu'elle voulait suivre les traces de ses tantes et faire des études postsecondaires. Elle a obtenu un diplôme en santé, avec une concentration en études autochtones, et a également obtenu un certificat en beauté. Elle avait l'intention de devenir inspectrice de la santé publique tout en exerçant le métier d'esthéticienne dans ses temps libres.

Mais lorsqu'elle s'est trouvée en difficulté

pour trouver sa voie, elle s'est tournée vers ses ancêtres pour qu'ils la guident.

« J'ai fini par aller à une cérémonie et à y chercher des conseils... et j'ai simplement entendu dans mon esprit, "enseigne ta langue" », dit M^{me} Rogers.

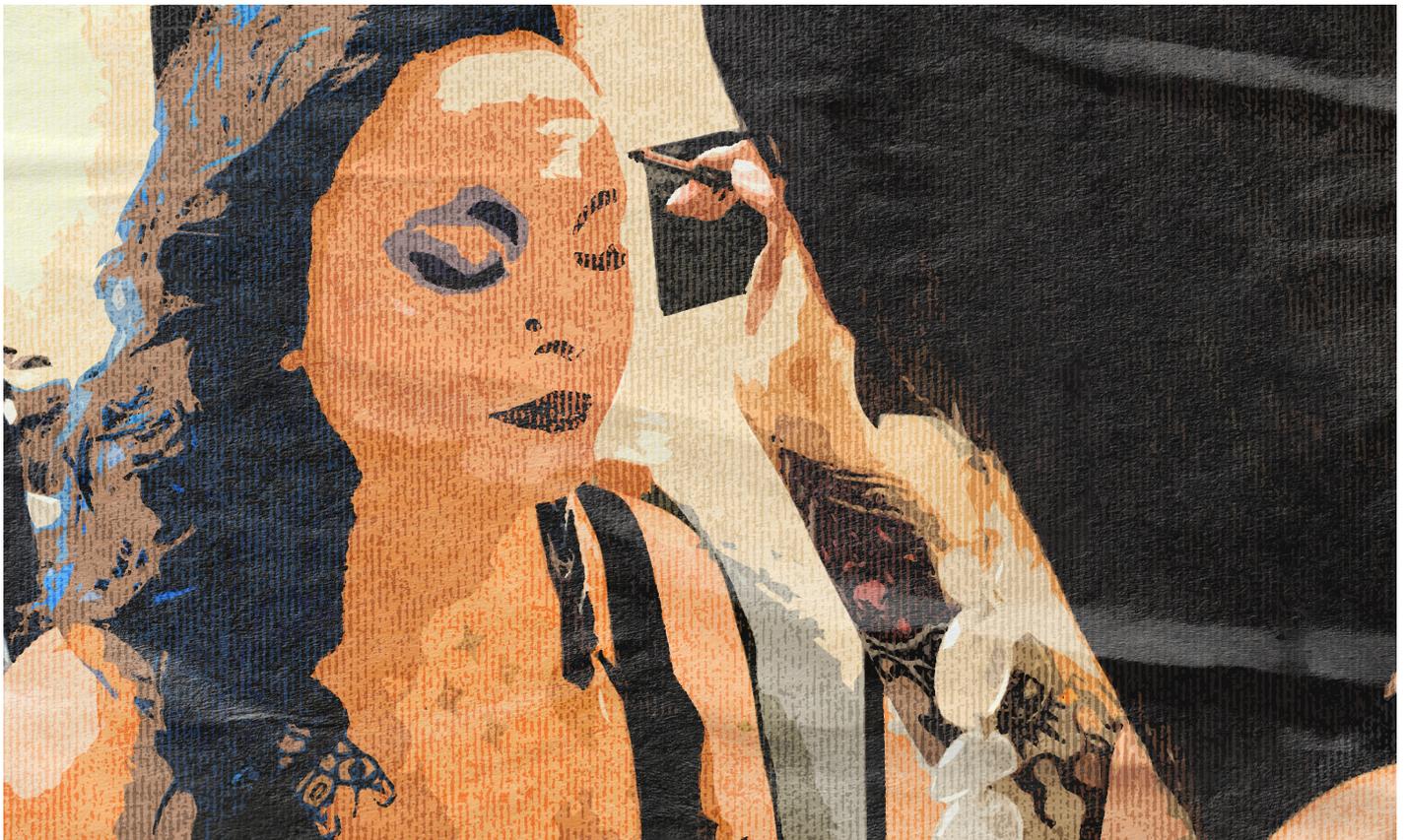
Elle avait entendu le message haut et fort, mais elle était déconcertée par le fait d'être orientée contre toute attente vers quelque chose qui n'était même pas dans sa mire. Elle a répété sa demande et elle a constaté : « la langue dénée commençait à venir à moi. J'étais stupéfaite par la réponse de mes ancêtres. »

Toute sa vie, elle avait été entourée par la langue dénée; elle a été élevée

par ses grands-parents, qui parlaient couramment le déné. Mais elle n'avait jamais envisagé d'en faire une carrière avant de recevoir ce message.

« Pendant tout ce temps, il n'était pas du tout question de la composante linguistique, je n'y pensais même pas », a déclaré M^{me} Rogers. « Ce n'était pas évident pour moi. Peut-être que c'était là inconsciemment, mais je n'y pensais pas. »

À partir de là, les choses sont tombées en place d'elles-mêmes. Elle s'est inscrite à un programme de maîtrise en langues et elle est devenue coordonnatrice des langues autochtones dans un centre d'amitié, à Regina. Tout cela en l'espace



Sur la photo : Bonnie Rogers maquille le mannequin Charlene Johnny lors de la Semaine de la mode autochtone, à Vancouver. Crédit photo : Tyrah Appanah



d'un mois environ après avoir reçu l'orientation au cours de cette seule cérémonie.

« Je savais que je devais écouter, parce que c'était manifestement un message », a déclaré M^{me} Rogers. « Avec le recul, je me rends compte que je suis vraiment chanceuse de pouvoir comprendre ma langue, de pouvoir la lire et l'écrire. »

Tant dans sa carrière que dans la vie, elle attribue son succès à la force et la motivation des matriarches déneées qui l'ont précédée.

« La raison pour laquelle j'ai choisi de poursuivre des études secondaires dans la communauté est que j'ai vu mes tantes le faire; mères célibataires, elles ont obtenu leurs diplômes malgré les difficultés. C'est vraiment formidable. Je les vois dans ma communauté maintenant et certaines d'entre elles sont directrices dans leur domaine de compétence », dit M^{me} Rogers. « C'est extraordinaire de venir d'une communauté où les femmes sont soutenues de cette façon. »

M^{me} Rogers dit que peu importe où elle voyageait, que ce soit pour le travail, l'école ou le plaisir, il était toujours rassurant de savoir que ses racines matriarcales l'attendaient dans sa communauté, dans le nord de la Saskatchewan.

« Je me considère vraiment comme chanceuse que cette société matriarcale soit encore intacte, en quelque sorte, chez nous. Nous sommes respectées. Le leadership politique compte en fait beaucoup de femmes. C'est vraiment habilitant », dit-elle. « C'est naturel dans ma famille, et dans ma communauté d'origine, que des femmes occupent ces fonctions. »

Pour elle, et pour toute la communauté d'ailleurs, c'était très valorisant d'avoir grandi avec des exemples de femmes qui dirigent des femmes. M^{me} Rogers dit que ce serait immensément inclusif, progressif et avant-gardiste si les femmes d'autres communautés adoptaient ces rôles.

« Si c'était la situation partout, j'imagine bien l'impact sur les familles, et sur les générations à venir aussi », dit M^{me} Rogers. « Accéder à des postes de direction et avoir la confiance nécessaire pour réaliser ce qu'elles veulent accomplir. »



« J'ai vu mes tantes, qui étaient mères célibataires, obtenir leurs diplômes malgré les difficultés. C'est vraiment formidable de venir d'une communauté où les femmes sont soutenues de cette façon. »



Sur la photo : Bonnie Rogers, professeur de langue déneée. Crédit photo : Bonnie Rogers

OUVRIR des portes,

créer plus de connexions pour les
femmes autochtones



Photo de femmes autochtones participant à une conférence d'Inclusions Works organisée par Indigenous Works.

Ouvrir des portes,

créer plus de connexions
pour les femmes
autochtones

Les perspectives d'emploi des Premières Nations, des Inuits et des Métis se sont considérablement améliorées au cours des trois dernières décennies. Cependant, il reste encore beaucoup à faire, surtout lorsqu'il s'agit d'ouvrir des portes aux niveaux de direction.



Au cours des trois dernières décennies, l'emploi des Autochtones au Canada a connu une évolution spectaculaire et positive. Et, bien qu'il existe toujours un écart important entre les taux de chômage des travailleurs autochtones et non autochtones, Kelly Lendsay pense qu'un certain nombre de facteurs, notamment les changements sur le lieu de travail provoqués par la pandémie de COVID-19, aident à réduire ces écarts.

Le nouveau défi, selon M. Lendsay, président et directeur général d'Indigenous Works, est de créer un espace pour les Autochtones qui aspirent à aller au-delà des postes de niveau débutant.

« Les femmes autochtones essaient de percer dans les rangs des postes de direction et de gestion, jusque dans les conseils d'administration », dit M. Lendsay lors d'une récente interview. « Oui, les métiers sont importants, mais qu'en est-il d'une femme qui veut diriger une entreprise de métiers? C'est là que nous devons offrir aux femmes autochtones la formation, leur ouvrir les portes, leur donner le mentorat, pour qu'elles puissent réussir dans ces postes de gestion et de direction. »

Indigenous Works est une organisation nationale à but non lucratif créée en 1998 à la suite d'une recommandation du rapport phare de la Commission royale sur les peuples autochtones. Elle a pour mandat d'améliorer l'inclusion et l'engagement des peuples autochtones dans l'économie canadienne.

« En 2023, nous célébrons 25 ans de collaboration avec des entreprises et des organisations pour améliorer leur rendement et leurs résultats en matière d'emploi de travailleurs autochtones, d'engagement sur le lieu de travail et d'inclusion », déclare M. Lendsay, qui est d'ascendance crie et métisse.

Indigenous Works y est parvenue de différentes manières, dit-il. Elle a créé un modèle en sept étapes appelé « Inclusion continuum » [continuum d'inclusion], qui est une feuille de route en sept étapes pour devenir un employeur de choix. Les employeurs peuvent évaluer leur performance en matière d'inclusion et élaborer des stratégies durables pour devenir plus inclusifs. L'organisation élabore des outils et des programmes de formation, et dirige de nombreux webinaires pour aider les gestionnaires à comprendre les enjeux liés à l'emploi de travailleurs autochtones. Elle mène aussi des recherches approfondies sur l'engagement des Autochtones et le marché du travail.

Mais, ce qui importe peut-être le plus, dit M. Lendsay, c'est le fait qu'Indigenous Works a développé un capital social en créant des réseaux, des connexions et des relations entre et parmi les partenaires commerciaux, les organisations de soutien et les groupes autochtones. Au cours des décennies d'existence de l'entreprise, l'emploi de travailleurs autochtones a augmenté.

« Si vous regardez les statistiques du marché du travail canadien, dans les données de 1996, les taux de chômage



des Autochtones étaient trois fois plus élevés qu'aujourd'hui », dit M. Lendsay. « Il y avait peu de capital social. Il y avait peu de connexions entre et parmi les groupes autochtones du marché du travail et l'économie générale. Il y avait peu de connexions avec la communauté académique, les collèges et les universités de ce pays. »

« Le marché du travail autochtone est fragmenté », dit M. Lendsay. « Encore une fois, il y a une quantité énorme de bon travail fait par le réseau de 110 organisations autochtones de formation à l'emploi qui sillonnent le pays et fournissent des services d'emploi à la population autochtone. Pourtant, les entreprises continuent de trouver difficile de naviguer à travers le paysage autochtone dans l'écosystème du marché du travail. »

La formation aux compétences pour les carrières actuelles et émergentes est un autre obstacle, dit-il. Il faut qu'il y ait davantage de formation et qu'elle soit mieux ciblée.

Parmi les Autochtones, et les non-Autochtones aussi, le manque de sensibilisation aux types de possibilités de carrière qui s'offrent à eux constitue un troisième obstacle. « L'adéquation de la carrière consiste à trouver quelles sont vos passions et où vos compétences, vos attitudes et vos attributs sont les mieux alignés », explique M. Lendsay. « Nous manquons encore d'outils sophistiqués de cartographie de carrière. »

Mais dans l'ensemble, dit-il, les tendances des trois dernières décennies ont été positives.

Par exemple, il y a eu une expansion majeure des institutions dirigées par des Autochtones, dit M. Lendsay. « Il y a maintenant des dizaines de milliers d'organismes, d'entreprises et d'organisations non gouvernementales (ONG) à but lucratif autochtones. C'était l'une des recommandations du rapport phare de la Commission royale – favoriser la croissance d'institutions capables de gérer nos économies, nos politiques ou nos systèmes sociaux et nos systèmes d'éducation. »

« Il reste d'importants problèmes sociaux à résoudre, selon M. Lendsay, notamment l'égalité en matière de protection de l'enfance autochtone et l'amélioration de l'éducation autochtone. Les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation génèrent une certaine traction, mais d'autres "programmes d'action sont nécessaires" dit-il. L'indigénisation dans les collèges et les universités est en hausse. Dans chaque province et territoire, nous avons une stratégie d'apprentissage des métiers. La trajectoire est dans la bonne direction, mais nous devons accélérer les résultats et l'impact. »

En même temps, la pénurie de main-d'œuvre que connaît actuellement le Canada a créé des emplois pour les Autochtones. « Les employeurs disent : "D'accord, j'ai tellement besoin d'employés, essayons de travailler avec ces groupes autochtones", explique M. Lendsay. « Pour certains employeurs, il peut y avoir une réticence et pour d'autres, c'est un manque de sensibilisation, mais l'important est de créer les liens. »

La COVID-19 a également amené les propriétaires et les gestionnaires d'entreprises à repenser leurs marchés du travail, dit-il. Ils commencent à réaliser que, pour de nombreux emplois, les gens peuvent travailler à domicile de manière productive, ce qui ouvre des portes à ceux et celles qui vivent dans des communautés rurales et urbaines, y compris les communautés autochtones.

L'entrepreneuriat autochtone croît plusieurs fois plus vite que le taux de l'économie générale; c'est une autre tendance positive, selon M. Lendsay. Cependant, les peuples autochtones, en particulier les femmes autochtones, ont besoin d'aide pour ouvrir les marchés et avoir accès aux capitaux pour celles et ceux qui veulent faire carrière en tant qu'entrepreneurs et travailleurs indépendants.

Aujourd'hui, alors que plus d'Autochtones trouvent du travail, il est possible de penser à faire tomber les barrières de manière plus systématique,

dit-il. Nous ne devons pas seulement chercher des moyens de créer des emplois pour les Autochtones, mais aussi de créer de bons emplois qui apporteront épanouissement et satisfaction.

Nous devons nous demander : « Quelles sont les aptitudes professionnelles et les compétences dont nous avons besoin pour les emplois de l'avenir. Plus de 50 % des emplois seront perturbés et la maîtrise du numérique sera la compétence numéro un », déclare M. Lendsay. « Je pense que nous devons devenir un peu plus chirurgicaux dans notre réflexion et dire : "Comment pouvons-nous faire entrer les femmes dans ces secteurs particuliers, dans tous les domaines de l'économie? Nous devons créer des solutions plus novatrices pour tout le monde en ce qui concerne le marché du travail". »

« Le marché du travail autochtone est fragmenté et les entreprises continuent de trouver difficile de naviguer à travers le paysage autochtone dans l'écosystème du marché du travail... Nous devons créer des solutions plus novatrices pour tout le monde en ce qui concerne le marché du travail. »



Sur la photo : Kelly Lendsay, présidente et directrice générale d'Indigenous Works.
Crédit photo : Indigenous Works.

Marcher côte à côte avec nous vers la prospérité économique

C'est en investissant dans les peuples autochtones et leurs communautés que l'on peut lever les obstacles au développement économique autochtone.



Sur la photo : Dawn Madahbee Leach, présidente du National Indigenous Economic Development Board. Crédit photo : Cindy Moleski Photography

L'histoire du Canada montre comment les peuples autochtones ont été délibérément écartés de l'économie canadienne, pendant que nos terres, nos eaux et nos ressources servaient à construire le pays.

Au fur et à mesure que la population canadienne prend conscience de cette vérité historique, il y a un intérêt croissant à travailler à la réconciliation économique avec les peuples autochtones – pour assurer leur inclusion économique. C'est ce que dit Dawn Madahbee Leach, présidente du Conseil national de développement économique des Autochtones.

« De nombreuses barrières et restrictions nous ont été imposées par la colonisation et par une législation qui continue d'exister aujourd'hui. Cette réalité a limité notre capacité à développer nos propres terres et à réunir les capitaux dont nous avons besoin pour investir dans nos communautés et dans notre peuple », déclare M^{me} Leach. « Outre le besoin crucial de

concilier toutes les revendications territoriales en suspens, nous devons avoir accès à des capitaux à des coûts abordables et aux soutiens nécessaires pour renforcer les capacités de nos peuples afin de participer pleinement à l'économie. »

Au Canada, nous disposons d'un réseau national de 53 institutions financières appartenant à des Autochtones. Depuis 35 ans, ces institutions ont contribué à la création de près de 60 000 entreprises autochtones.

« Cependant, les limites de financement de ces institutions n'ont pas augmenté pendant cette période pour répondre aux besoins en capitaux nécessaires aujourd'hui pour de plus gros équipements lourds, des bâtiments commerciaux, ou pour s'impliquer dans les grands projets qui généreraient les revenus dont nous avons besoin pour couvrir les coûts de nos infrastructures et les besoins de la communauté », déclare M^{me} Leach.

« De plus, toutes les communautés ne tirent pas les bénéfices, ou la véritable valeur, de la licence sociale qu'elles possèdent en matière de développement dans leurs territoires traditionnels », ajoute-t-elle.

« Selon la loi, nous n'avons accès aux ressources souterraines que jusqu'à la profondeur d'une charrue. C'est un obstacle économique et législatif énorme, sachant que bon nombre des minéraux essentiels nécessaires pour atteindre le zéro net se trouvent dans nos territoires traditionnels. Nos communautés doivent désormais exercer leur compétence et déterminer la juste valeur de leur licence sociale en ce qui concerne tout développement sur leurs territoires. »

M^{me} Leach affirme qu'il y a une « perception » erronée selon laquelle les peuples autochtones n'ont pas la capacité de s'impliquer. Elle explique toutefois que nous avons un nombre croissant de dirigeants éduqués qui créent des institutions dirigées par des Autochtones pour soutenir les communautés.

« Des centres d'excellence dirigés par des Autochtones aideraient à répondre aux besoins en matière de capacité », ajoute-t-elle. « Les gens commencent à reconnaître que nous avons un leadership fort dans tous les domaines et qu'il est judicieux sur le plan commercial d'inclure la voix et l'optique des Autochtones aux plus hauts niveaux de décision. »

« Nous sommes en train de supprimer ces obstacles économiques », ajoute M^{me} Leach, citant la prise de conscience dans les décisions de la Cour suprême. « Les nôtres commencent à travailler ensemble et à collaborer

« Il est judicieux sur le plan commercial d'inclure la voix et l'optique des Autochtones aux plus hauts niveaux de prise de décisions. »

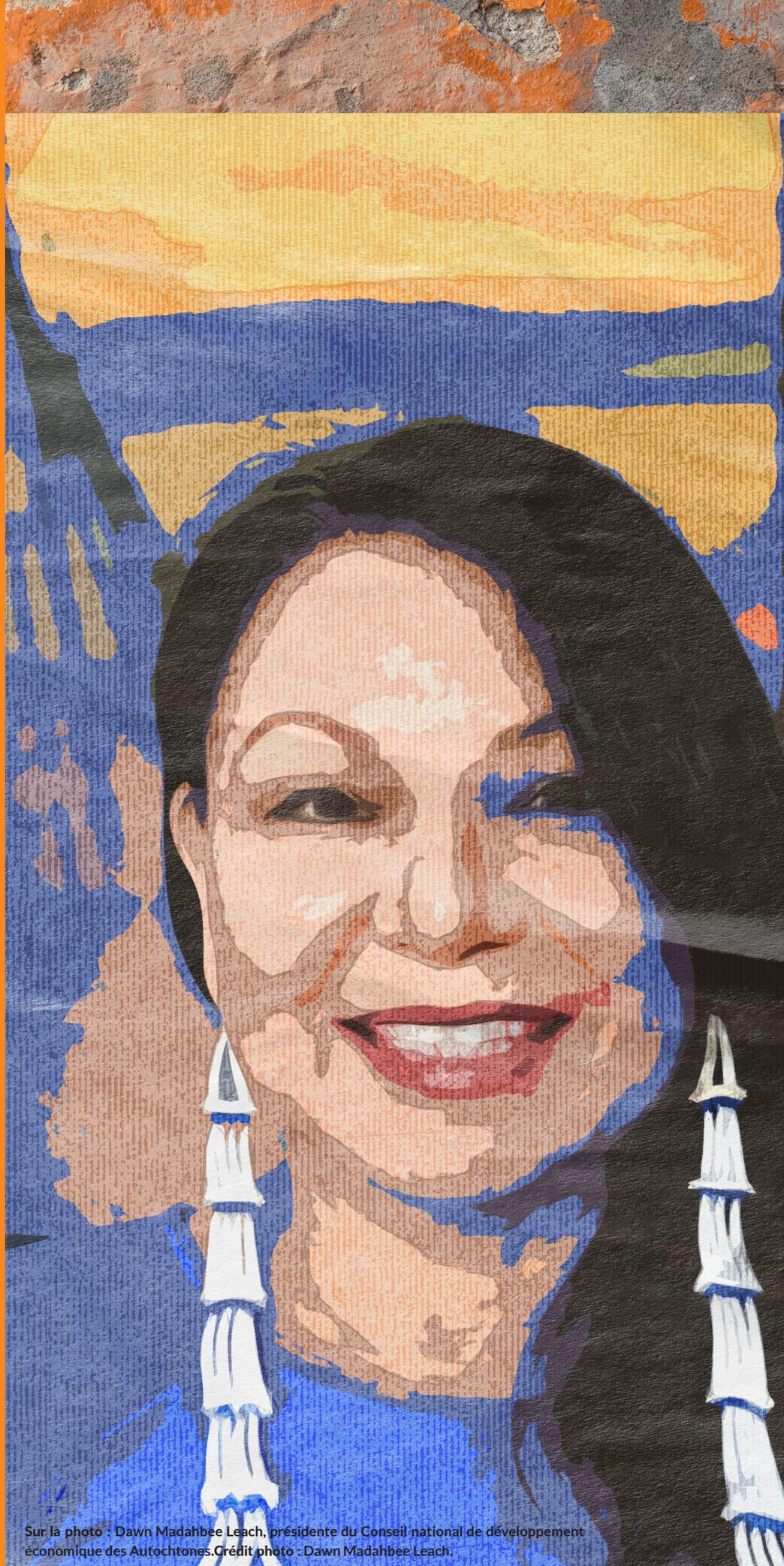
davantage », ce qui se traduit par des entités progressistes telles que la First Nations Major Projects Coalition [Coalition des Premières Nations pour les grands projets], qui crée un centre d'information permettant aux peuples autochtones d'apprendre, de partager et de se guider mutuellement.

Autre exemple de collaboration, plus de 20 organisations autochtones nationales se sont réunies en juin 2022 pour lancer la Stratégie économique nationale pour les Autochtones au Canada.

« La stratégie a été créée par des Autochtones qui ont une expertise et des antécédents très variés. Nous avons tenu la plume pour créer cette stratégie car nous savons mieux que quiconque quels sont nos besoins et comment y répondre. La stratégie comprend les quatre orientations stratégiques : « la population, les terres, les infrastructures et les finances ». Elle comprend également 107 appels à la prospérité économique, auxquels tous les secteurs de la société canadienne peuvent adhérer. »

« Nous comprenons parfaitement que nous avons besoin de connaissances pour prendre des décisions éclairées », dit-elle. « C'est puissant lorsque nos gens se rassemblent. En partageant avec les autres, nous renforçons la capacité de chacun à aider nos communautés à aller de l'avant. »

« L'avenir du Canada dépend de l'inclusion véritable des peuples autochtones dans l'économie et dans tous les développements majeurs », ajoute M^{me} Leach. « Idéalement, le Canada marchera avec nous, côte à côte, sur le chemin de la réconciliation, de l'inclusion et de la prospérité économique pour tous. »



Sur la photo : Dawn Madahbee Leach, présidente du Conseil national de développement économique des Autochtones. Crédit photo : Dawn Madahbee Leach.

Kci-
niw
esq

KCI-NIWESQ

est un mensuel de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC). Il a pour but de mettre l'accent sur le travail de l'organisation et de raconter les histoires des femmes autochtones du Canada.

Fondée en 1974, l'AFAC est un organisme autochtone national qui représente les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre autochtones au Canada, y compris les membres de Premières Nations (avec ou sans statut ou émancipées), sur et hors réserve, ainsi que les Métisses et les Inuites. Elle a pour but de favoriser le bien-être social, économique, culturel et politique des femmes autochtones dans leurs communautés respectives et dans la société canadienne.

ÉDITRICE

LYNNE GROULX
Chef de la direction de l'AFAC

RÉDACTRICE EN CHEF

JOAN WEINMAN

RÉDACTRICE PRINCIPALE

GLORIA GALLOWAY

CONCEPTRICE

KYLA ELISABETH

RÉDACTRICE

ASHLEY ESPINOZA

PHOTOGRAPHIE TEXTURÉE PAR ENVATO ELEMENTS



MAGAZINE DE L' ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA

KCI-NIWESQ

nwac.ca

